



## INCLUSION FINANCIERE ET AMELIORATION DES REVENUS DES PAUVRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

**Beauclair SEGNING ATADOUANLA**  
*Université de Yaoundé II-Soa.*

*Cameroun.*

*beauclairsegning@gmail.com*

**Constant FOUOPI DJIOGAP**  
*Université de Yaoundé II-Soa.*

*Cameroun.*

*constantfouopi@yahoo.fr*

**Steve DOUANLA MELI**  
*Université de Yaoundé II-Soa.*

*Cameroun*

*douanlasteve@yahoo.fr*

**Elie NGASSEU NOUPIE**  
*Université de Yaoundé II-Soa.*

*Cameroun*

*eliengasseu@yahoo.fr*

### **Résumé :**

*La réduction de la pauvreté représente un défi majeur pour tous les pays et en particulier pour les pays en développement. Les acteurs au développement pensent que l'inclusion financière a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre la pauvreté (voir agenda 2030 des Nations Unies). Ce travail analyse l'impact de l'inclusion financière sur les indicateurs de pauvreté globalement dans les pays d'Afrique subsaharienne. Nous mettons en œuvre cette analyse avec un modèle de pauvreté à partir des données de 18 pays d'Afrique subsaharienne couvrant la période 2001-2015. Nous utilisons la méthode du moment généralisé (GMM) qui est appropriée pour contrôler les effets spécifiques au pays et l'endogénéité possible. L'analyse empirique montre que l'inclusion financière a un effet bénéfique sur le revenu des pauvres et sur la proportion des individus vivants avec moins de 1,95 dollar par jour. Il s'agit de l'effet conduit de Mac Kinnon et l'effet d'intermédiation de Shaw. Toutefois, la capacité de l'inclusion financière à améliorer le revenu des pauvres est une variante dépendante du niveau de développement global des économies. Dès lors, les politiques macroéconomiques ne devraient pas seulement s'arrêter sur la promotion de l'inclusion financière, mais également doivent créer des conditions d'ensemble favorables à l'innovation et l'essor économique. Elles doivent également rechercher et favoriser une symbiose ou une interaction entre le développement financier en général, et*

en particulier entre l'inclusion financière et les [autres] programmes de développements ou de lutte contre la pauvreté.

**Mots-clés :** *Inclusion financière, revenu, pauvre, Afrique subsaharienne.*

**Abstract:**

*Poverty reduction represents a major challenge for all countries and in particular for developing countries. Development actors believe that financial inclusion has a crucial role to play in the fight against poverty (see United Nations Agenda 2030). This work analyzes the impact of financial inclusion on poverty indicators overall in sub-Saharan African countries. We implement this analysis with a poverty model using data from 18 countries in sub-Saharan Africa covering the period 2001–2015. We use the Generalized Moment Method (GMM) which is appropriate to control for country-specific effects and possible endogeneity. Empirical analysis shows that financial inclusion has a beneficial effect on the income of the poor and on the proportion of people living on less than \$1.95 per day. These are the Mac Kinnon Driven Effect and the Shaw Intermediation Effect. However, the ability of financial inclusion to improve the income of the poor is a variant dependent on the overall level of development of economies. Therefore, macroeconomic policies should not only focus on promoting financial inclusion, but also must create the overall conditions conducive to innovation and economic development. They must also seek and foster a symbiosis or interaction between financial developments in general, and in particular between financial inclusion and [other] development or poverty reduction programs.*

**Keywords:** *Financial Inclusion, Income, Poor, Sub-Saharan Africa.*

**Classification JEL :** *G20, D31, O15.*

## **1. Introduction**

La pauvreté, avec tous les problèmes qui l'accompagnent semble être le plus grand défi de notre temps. Elle est un phénomène dur et indésirable pour l'humanité. La nécessité de la réduire et si possible de l'éradiquer est incontestable. Conceptuellement, la pauvreté est admise en termes de manque d'opportunité économique (Demirgüç-Kunt et Levine, 2008). Offrir l'opportunité aux populations pauvres d'investir dans leur développement humain ou leur donner un travail décent est la voix idéale pour venir à bout de la pauvreté. C'est dans ce cadre que le programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030 a fait de l'inclusion financière l'un des principaux facteurs pouvant mener à la réalisation des objectifs de développement durable en l'occurrence la réduction des inégalités de revenu et la lutte contre la pauvreté. La Banque Mondiale (2007) définit l'inclusion financière comme la « *proportion de personne ou d'entreprises qui utilise des services financiers* » et considère comme acquis le rôle fondamental que pourrait jouer l'accès aux services financiers dans la réduction de l'extrême pauvreté, la promotion de la prospérité pour tous et l'atteinte de développement inclusif et soutenable. Mais des voix se sont levées pour mettre en doute la capacité de l'inclusion financière à réduire l'extrême pauvreté. Ainsi, pour Esso (2009), même si les inégalités de revenus ou de bien-être constatées, d'une part, entre les agents d'une même économie, et d'autre part, entre les pays, s'expliquent par l'existence de contraintes réduisant l'accès des « moins nantis » au marché financier, même si les marchés financiers via les innovations et l'accumulation de capital participent à l'augmentations du PIB, ses avantages profitent bien plus aux agents riches qu'aux pauvres (Esso 2009). Guérin et al (2007)

remarquent que si la microfinance<sup>1</sup> est à l'origine de l'élargissement des opportunités financières des pauvres, si certaines améliorations sont indéniables, d'autres par contre sont à l'origine de nouvelles formes de risques (taux d'endettement élevé, baisse du ratio endettement/capital). Alors, la microfinance peut-être un filet de sûreté pour les plus démunis, mais elle ne peut qu'exceptionnellement être un facteur de lutte contre la pauvreté par accroissement des revenus et diminution des inégalités. En l'état présent de l'offre, elle aurait plutôt tendance à aggraver certaines formes d'inégalités. Ces deux dernières décennies, les travaux se sont acharnés à étudier l'impact des différents aspects de l'inclusion financière sur la distribution des indicateurs de développements humains tels que l'augmentation et stabilisation des revenus, réduction de la vulnérabilité face aux chocs extérieurs, passage de l'économie informelle à l'économie formelle ; l'amélioration des conditions de vie, amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé, la sécurité alimentaire, la production agricole, le logement, l'autonomisation et l'émancipation de la femme et la cohésion sociale... (Ashraf et al., 2010 ; Suri et al., 2012; Beaman et al., 2014 ; Cole et al., 2014 ; Prina, 2015 ; Dupas et al. 2016 ; Brune et al., 2016 ; Karlan et al., 2016). Von Rooyen et al (2012) ont recensé plus de 6000 études en Afrique subsaharienne sur l'impact de l'utilisation des services financiers par les pauvres sur les différentes dimensions de développement humain à l'aide des microdonnées. Si les résultats de ces études sont mitigés, leurs principaux traits communs sont que ces études sont restées sur l'aspect microéconomique et ne tiennent pas compte de l'aspect intertemporel de l'utilisation des services financiers. Alors les résultats obtenus peuvent être la résultante de la situation globale qui prévaut dans l'économie (Ahlin et al. 2011 ; Ahlin et Lin 2006). Au niveau macroéconomie, quelques études ont analysé l'impact de la microfinance sur le revenu des pauvres. Comme les analyses microéconomiques, les résultats sont eux aussi discordants. Pour Armendáriz et al. (2005), cette divergence dans la littérature souligne que l'impact de la microfinance (et par extension l'inclusion financière) fonctionne différemment d'un contexte à l'autre et dépend de la densité de la population, des attitudes envers les services financiers, de la cohésion de groupe, du développement des entreprises, du développement financier, des prestataires de services financiers et autres. Autrement dit, cette multitude de preuves trouvées dans la littérature empirique peut être due au fait que ces études ne tiennent pas compte de l'exclusion financière ou de l'utilisation des services/produits financiers dans sa globalité.

Ce travail vise à mesurer l'impact global de l'inclusion financière sur le niveau global des revenus des populations pauvres en Afrique subsaharienne (ASS). Pour atteindre cet objectif, nous employons la méthode de Sarma (2008) pour construire un indice global et annuel d'inclusion financière que nous analysons son impact sur la pauvreté. Nous employons la méthode des moments généralisés sur un panel dynamique constitué de 18 pays d'Afrique subsahariens (ASS) pour analyser l'effet de l'indice d'inclusion financière sur le revenu avant impôt des 40 % les plus pauvres et sur la proportion des individus vivants avec moins de 1,95 dollar par jour. Ces variables ont l'avantage de prendre en compte le niveau global de revenu par pays et peuvent mieux appréhender cet effet. La suite de ce travail est constituée comme suit : dans la prochaine section, nous faisons un survol de la littérature théorique et empirique sur la relation entre le système financier et la pauvreté, dans la section 3 nous

---

<sup>1</sup> Le terme micro finance renvoi à l'offre de prestations financières telles que le microcrédit, mais également aussi l'épargne, les transferts de fonds ou encore l'assurance à des personnes pauvres et exclues du système bancaire formel.

présentons la méthodologie d'analyse des données, la section 4 présente les estimations et les résultats et nous concluons à la section 5.

## 2. Revue littéraire

En s'appuyant sur l'épargne, l'intermédiation financière et le crédit comme fondement de l'efficacité du système financier dans le développement économique, les travaux de Schumpeter (1912), Goldsmith (1955, 1969) et Gurley et Shaw (1955, 1960) Mac Kinnon (1973), Shaw (1973) et Levine (1997) admettent l'inclusion financière comme un véritable vecteur de développement économique. Les canaux par lesquels le système financier et donc l'inclusion financière atteignent la croissance sont nombreux : la réduction des coûts de transaction grâce aux économies d'échelle, en agrégeant l'épargne, en facilitant l'investissement et en apportant son assistance technique et financière aux ménages peu informés sur la situation du marché, en ajustant l'offre et la demande de financement de l'économie, il réduit le coût de l'information et les risques encourus par les agents économiques, améliore la productivité marginale du capital. Cela renvoie à la conception théorique de l'impact du développement du système financier sur la pauvreté qui stipule qu'en se développant, le système financier élargit ses opportunités financières disponibles aux plus pauvres, donne la possibilité à ces derniers d'investir dans la construction de leur capital humain et physique et peut ainsi égaliser la répartition du revenu. (Jalilian et Kirkpatrick, 2001 ; Dollar et Kraay, 2002 ; Kpodar, 2004 ; Aghion et al, 2004 ; Beck et al. 2007). C'est l'effet direct du développement financier sur la pauvreté. Un autre volet de cette littérature pense que c'est au travers de la croissance économique que le système financier améliore le bien-être des pauvres (Mac Kinnon, 1973 ; Shaw, 1973 ; Levine, 1997 ; King et Levine, 1993 ; etc.) Mais à leurs opposés, se trouvent des travaux qui soutiennent que le développement financier est source de crises financières qui sont néfastes à l'environnement macroéconomique donc nuisibles aux pauvres (Kaminsky et Reinhart, 1999 ; Easterly et Fischer, 2001).

Utilisée depuis comme un outil de promotion de l'inclusion financière, la microfinance est devenue depuis sa conception un véritable programme de développement économique (Von Rooyen et al 2012) et tous les programmes de réduction de la pauvreté engagés ces dernières années par les pays en développement lui consacrent inévitablement un volet (Boukhatem et Mokrani 2012). Cependant, alors que le taux de croissance des placements internationaux de la microfinance se situait autour de 30 % par an en 2009, faisant suite à d'une accélération poussée de la financiarisation aidée par le Fintech qui facilite via les taux d'intérêt et les plus-values spéculatives, d'une immense drainage des ressources entre secteurs d'activités entre pays et au sein des pays entre différentes couches sociales, le succès de la microfinance semble plus, selon certaines observations et certains auteurs, dû à une exposition médiatique qu'à son caractère réel quasi miraculeux comme instrument de lutte contre la pauvreté. Et pour cause, quelques succès story dont les préconditions ne sont nécessairement pas remplies par d'autres pays pour en bénéficier (Servet 2009).

Guérin et al (2007) remarquent que si les microcrédits sont à l'origine de l'élargissement des opportunités financières, si certaines améliorations sont indéniables, d'autres par contre sont à l'origine de nouvelles formes de risques (taux d'endettement élevé, baisse du ratio endettement/capital). Alors, la micro finance peut-être un filet de sûreté pour les plus démunis,

elle ne peut qu'exceptionnellement être un facteur de lutte contre la pauvreté par accroissement des revenus et diminution des inégalités. En l'état présent de l'offre, elle aurait plutôt tendance à aggraver certaines formes d'inégalités. Ces auteurs pensent qu'il serait illusoire d'espérer que les pauvres puissent se transformer en micro entrepreneurs. Ceci pour plusieurs raisons. D'abord du fait d'un environnement économique peu propice à l'évolution des micros entrepreneurs, car caractérisé par les filières d'activités et des marchés locaux hyper hiérarchiques et monopolistiques ; ensuite, du fait que les populations défavorisées ne bénéficient pas du savoir-faire, du réseau relationnel et de l'accès à l'information que nécessite la création d'une entreprise ; et en fin du fait que la plupart des microcrédits sont orientés vers les usages « peu productifs » à cause de l'inadéquation de ses offres aux besoins des plus pauvres.

Pour Servet (2009) et bien d'autres auteurs, il existe un certain nombre de conditions pour des retombées positives du microcrédit sur les revenus des populations pauvres. L'efficacité du microcrédit dans la promotion du développement économique, social et humain va dépendre de sa complémentarité ou sa synchronisation avec la dynamique locale endogène de production de l'économie et ceci qu'on soit dans une optique micro ou macroéconomique.

Shahbaz et Islam (2011) ont présenté deux manières par lesquelles le développement du système financier peut offrir des solutions viables pour faire face à la crise économique. De ces deux manières, on peut voir comment l'inclusion financière peut impacter sur le revenu des pauvres et réduire les inégalités. L'accessibilité et l'utilisation proprement dites des services financiers étant deux phénomènes différents, la politique visant l'inclusion financière en s'attelant sur une amélioration de l'offre des services financiers (nombre de guichets de banque sur un territoire, qualité de services, adaptation des services bancaires aux besoins de populations pauvres, etc.) pour assurer d'une meilleure utilisation doit créer des conditions propice et favorable aux pauvres.

Alors de telles politiques pourront dans un premier temps rendre le crédit moins cher pour les investisseurs, les petits et micro entrepreneurs vont en bénéficier aussi. Leurs talents d'entrepreneurs vont se libérer ; cette libération passe nécessairement par l'innovation qui va engendrer le progrès technique qui va à son tour stimuler les activités productives, créer des emplois et améliorer le bien-être à la basse échelle.

Deuxièmement, la création d'emploi et la disponibilité des fonds à faible coût vont apporter un soutien crucial aux familles de la basse échelle et vont leur permettre d'investir dans l'éducation et la santé de leur enfant. L'éducation va à son tour contribuer à la formation du capital humain nécessaire à la saisine des opportunités économiques favorables pour une ascension sociale, fenêtre pour une meilleure répartition des revenus. L'éducation crée et améliore les opportunités, le capital humain favorise à son tour aussi l'innovation et le progrès technologiques.

Troisièmement, en ayant facilement accès aux services financiers (en termes de rapprochement et de disponibilité des guichets) les pauvres pourront épargner facilement et en quantité suffisante pour qu'il ait assez de fonds disponibles pour financer les micros entrepreneurs. Et au niveau des pauvres, cette épargne va contribuer à l'accumulation de capital physique et à faciliter leur investissement dans la santé et l'éducation. Les disparités

entretenu par l'accès facile aux services financiers réservé à une certaine frange de la population vont disparaître.

Enfin, le rapprochement des guichets vers la population pourra résoudre le problème de l'asymétrie d'information, d'aléa moral auxquels sont soumis les marchés financiers et éviter ainsi les crises et instabilités financières qui sont, selon Shahbaz et Islam (2011) les facteurs aggravants des inégalités et de la pauvreté.

Ces deux dernières décennies, les travaux se sont acharnés à étudier l'impact des différents aspects de l'inclusion financière sur la distribution des indicateurs de développements humains tels que l'augmentation et stabilisation des revenus, la réduction de la vulnérabilité face aux chocs extérieurs, le passage de l'économie informelle à l'économie formelle ; l'amélioration des conditions de vie, l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé, la sécurité alimentaire, le logement, l'autonomisation et l'émancipation de la femme et la cohésion sociale. Ces travaux font suite à un large politique de promotion par les gouvernements, les ONG et les organismes internationaux de l'inclusion financière qui est dorénavant considérée comme un programme de développement économique et une opportunité pour les populations défavorisées d'accroître leur bien-être. Von Rooyen et al (2012) ont recensé plus de 6000 études en Afrique subsaharienne sur l'impact de l'utilisation des services financiers par les pauvres sur les différentes dimensions de développement humain au niveau microéconomique. Si les résultats de ces études sont mitigés, leurs principaux traits communs sont que ces études sont restées sur l'aspect microéconomique, alors les résultats obtenus peuvent être la résultante de la situation globale qui prévaut dans l'économie (Ahlin et al. 2011 ; Ahlin et Lin 2006).

Demirgüç-Kunt et Levine (2008) montrent que, conceptuellement, la pauvreté est admise en termes d'opportunité économique, ces opportunités économiques étant en forte corrélation avec la richesse parentale (richesse initiale), la religion ou la race. Et la finance formelle en abritant entre qui peut lancer une affaire et qui ne le peut pas, qui peut se payer une éducation et qui ne le peut pas, qui peut exploiter une opportunité et qui ne le peut pas, bien que n'étant pas le seul déterminant, affecte le niveau auquel les opportunités économiques sont définies par le talent et l'initiative ou par la richesse parentale et les connexions sociales. Au vu de cette importance de la finance sur l'équité des opportunités, et par ricochet sur le bien-être, la recherche sur les politiques du secteur financier formel devrait jouer un rôle beaucoup plus prééminent dans les efforts en vue d'identifier les réformes qui améliorent le bien-être.

L'inclusion financière présente une forte opportunité économique pour les pauvres. En effet, d'une manière générale, les pauvres sont le plus souvent soumis aux conditions qui défavorisent leur essor économique et ceci tout simplement du fait de leur pauvreté. Cela est lié à leurs modes de consommation et de génération du revenu, ainsi qu'à leur accès aux marchés et aux infrastructures publiques de base. Banerjee et Duflo (2007) ont pu le montrer à partir d'une étude décrivant la vie économique des populations pauvres dans près de 13 pays en développement. Il ressort de cette étude que la qualité des infrastructures auxquelles ont accès les pauvres est le plus souvent de moindre ampleur par rapport à celles réservées aux populations riches. Ceci est perspectif dans les secteurs de l'éducation et de la santé où par exemple la qualité de service, des installations ; la compétence et la quantité des praticiens, la présence effective au service sont nettement meilleures dans les quartiers riches. Pour l'accès à l'eau et l'électricité, la qualité de l'eau de robinet et de l'électricité envoyée dans les

quartiers pauvres, quand ces derniers y ont accès, est souvent moins bonne que celle envoyée dans les quartiers riches. À l'instar de l'eau sale à laquelle les pauvres ont droit, qui les expose aux maladies cholériques et autres, qui, en plus de grever leurs économies, diminue leur efficacité, tous ces éléments jouent négativement sur les compétences, la rentabilité, l'efficacité et les opportunités des populations pauvres et entravent l'égalité d'opportunités et l'ascension sociale.

De nombreuses études ont montré dans bon nombre de pays d'ASS qu'en facilitant (ouverture gratuite, réduction considérable des coûts) l'accès aux comptes d'épargne, on permettait aux ménages pauvres surtout ceux dirigés par les femmes d'accroître leurs dépenses de santé, d'éducation, le lissage de leur consommation et une augmentation de la consommation des aliments beaucoup plus riche en éléments nutritifs et d'investir un peu plus dans l'éducation des enfants d'une part, et d'autre part, on permettait également à ces ménages d'accroître leurs investissements ce qui leur permettait d'augmenter les terres cultivées et améliorer leurs productions pour les agriculteurs, et pour les commerçants d'accroître considérablement leur business. Les comptes d'épargne ont également permis d'autonomiser les femmes et ont accru leur pouvoir de décision dans les foyers ainsi que l'acquisition des biens durables (machine à laver, appareils de cuisine, etc.) pouvant faciliter le travail des femmes dans leurs ménages. De même, il est également montré que les produits de l'assurance ont fourni un « plancher de risque » pour les agriculteurs pauvres et ont encouragé des investissements et des comportements plus productifs. (Voir Karlan et al. 2014, 2016 pour une revue plus exhaustive).

Tout comme les comptes d'épargne et l'assurance des ménages à faible revenu présentent un fort potentiel d'amélioration de bien-être de leurs utilisateurs, le paiement et les services financiers numériques ou le mobile banking ont également eu un avantage considérable pour ceux qui les ont adoptés. Karlan et al, 2016, ont recensé un assez grand nombre de travaux dans les pays en développement qui ont montré que les utilisateurs pauvres des services bancaires mobilisent plus l'épargne et réagissent mieux que les non-utilisateurs face aux chocs et aux imprévus (maladies, accidents, deuils, etc.) en empruntant ou en recevant plus et facilement des cadeaux et des aides de leurs proches. Le mobile banking a également accru les gains de productivité des services publics et amélioré la rentabilité des dépenses publiques en direction des populations pauvres quand il est utilisé pour le versement des pensions, salaires, transferts sociaux, etc. et concoure à la baisse de la corruption.

Au niveau macroéconomie, quelques études ont analysé l'impact de la microfinance sur le revenu des pauvres. Comme les analyses microéconomiques, les résultats sont eux aussi discordants, certains ayant trouvé un lien positif entre la microfinance et l'amélioration du bien-être des pauvres (Bangoura et al, 2016 ; Samer et al, 2015 ; Miled et Rejeb, 2014 ; Imai et al, 2010 ; etc.), pendant que d'autres travaux ne font état d'aucun lien ou même d'un lien négatif (Gubert et Raubaud, 2005 ; Banerjee et al. 2009 ; Chowdhury, 2009 ; Karlan et Zinman, 2010 ; Copestake et Williams, 2011 ; Donou-Adonsou et Sylwester, 2016).

Il en est de même pour des études ayant étudié l'impact du développement du système financier sur la pauvreté. De ces nombreuses études empiriques étudiant l'impact du développement financier sur la pauvreté et comme dans la littérature théorique, différentes tendances se dégagent. Une tendance ayant trouvé que le développement financier avait un fort impact positif sur le revenu des pauvres et dont contribuait à la réduction de la pauvreté

(Jalilian & Kirkpatrick, 2002; Honohan, 2004; Beck et al., 2004; Kiendrebeogo, 2010; Boukhaten & Bochra, 2012) tandis qu'une autre confirme que le développement financier est associé à un niveau de pauvreté plus élevé jusqu'à un seuil et au-dessus de ce seuil, l'effet devient négatif (Clarke et al. 2006 ; Dhrifi et Maktouf, 2013 ; Sing et Huang, 2015 ; Zahonogo, 2017) et enfin la tendance qui constate que le développement financier n'affecte pas les pauvres (Dollar et Kraay, 2002 ; Fowowe et Abidoye, 2012).

Pour Armendáriz et al. (2005), cette divergence dans la littérature acclame que l'impact de la microfinance (et par extension de l'inclusion financière) fonctionne différemment d'un contexte à l'autre et dépend de la densité de la population, des attitudes envers la dette, de la cohésion de groupe, du développement des entreprises, du développement financier, des prestataires de services financiers et autres. Autrement dit cette multitude de preuves trouvées dans la littérature empirique peut être due au fait que ces études ne tiennent pas compte de l'exclusion financière ou de l'utilisation des services/produits financiers dans sa globalité.

### 3. Méthodologie et résultats

#### 3.1. Spécification du modèle

Pour l'analyse de l'impact de l'inclusion sur le revenu des pauvres, nous utilisons le modèle croissance-pauvreté, initialement suggéré par Ravallion (1997) et conformément aux travaux de Dollar et Kraay (2002), dans lequel nous intégrons les facteurs liés à l'opportunité économique pour les pauvres, l'indice annuel de l'inclusion financière (FII) et son carré (FII\_carré). Nous y incluons également un ensemble de variables de contrôle qui sont couramment utilisées comme facteurs déterminants la pauvreté notamment : le revenu global par habitant (PIB\_Hbt), pour saisir la contribution du développement économique ; l'inflation (Infla) captée par la croissance de l'indice des prix à la consommation, pour maîtriser l'environnement macroéconomique et son impact sur le revenu des populations pauvres ; la qualité des institutions (Demo) captée par l'environnement juridique général et la démocratisation des institutions ; l'ouverture commerciale (Ouver\_ccle) capte la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB, pour saisir le degré d'ouverture internationale ; les dépenses gouvernementales (Dep\_Gov) pour capter l'effet lié à la politique publique ; les investissements directs étrangers (IDE) captent l'effet du changement dans l'environnement économique mondial ; le taux de scolarisation (Tx\_sco) capte l'effet du capital humain ; l'indice de Gini des inégalités de revenus (Gini) pour capter l'effet de la redistribution. Nous estimons le modèle suivant où :

$$\begin{aligned} \text{LogPoor}_{kt} = & \gamma_0 + \gamma_1 \text{LogPoor}_{k t-1} + \gamma_2 \text{FII}_{kt} + \gamma_3 \text{FII\_carré}_{kt} + \gamma_4 \text{LopPIB}/ \\ & \text{hbtkt} + \gamma_5 \text{Tx\_sco}_{kt} + \gamma_6 \text{Infl}_{kt} + \gamma_7 \text{LogGinikt} + \gamma_8 \text{LogDep-Gov}_{kt} + \gamma_9 \text{Log} \frac{\text{Ouv\_c}}{\text{clekt}} \\ & + \gamma_{10} \text{IDE}_{kt} + \text{uk} + \varepsilon_{kt} \end{aligned} \quad (1)$$

Pour ce qui est des variables dépendantes, nous utilisons en premier lieu le revenu moyen avant impôt du quartile le plus pauvre provenant du *World Inequality Database* (<http://wid.world>) couvrant la période 1950-2017. Ces séries ont été construites par Blanchet et Chancel (2016) en combinant diverses sources de données historiques. En second lieu, nous utilisons la proportion de la population vivant avec moins de 1,95 dollar par jour venant des

*World Development indicators (2019)*. Les données manquantes sont estimées par interpolation linéaire. Notre échantillon d'ensemble est constitué de 18 pays d'Afrique subsaharienne répartis en 11 pays de la tranche de revenu faible et 7 pays de la tranche de revenu intermédiaire. La distinction est faite selon la nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu de la Banque mondiale, actualisation 2018-2019.

### **3.2. Méthode d'estimation**

Plusieurs techniques économétriques ont été utilisées pour analyser la relation entre le DF et la pauvreté en général, puis le lien microfinance, lutte contre la pauvreté et amélioration du revenu des pauvres en particulier au niveau macroéconomique (Kai et Hamori, 2009 ; Imai et al., 2010 ; Miled et Rejeb, 2014 ; Runsinarith, 2014 ; Bangoura et al., 2016 ; Felix et Belo, 2019 ; Sohn et Ume, 2019). Les études ont montré qu'il existe un lien interactif entre le DF et la pauvreté qui peut être source de problème d'endogénéité dans leurs analyses rendant les estimateurs traditionnels tels que les moindres carrés ordinaires, les modèles à effets fixes ou aléatoires non convergents. Et aussi l'hétérogénéité des paramètres entre les pays peut être un problème lors de l'estimation d'un modèle de panel. Pour résoudre les problèmes de biais d'endogénéité possible qui pourrait y avoir du fait de l'interaction entre l'inclusion financière et les inégalités de revenus, de l'autocorrélation, de l'hétéroscédasticité spécifique à l'individu et de biais de variable omise, l'estimateur par la méthode du moment généralisé (GMM) développé par Blundell et Bond (1998) est approprié pour l'estimation de ces modèles. Le système GMM combine des équations de première différence avec une équation de niveaux, en utilisant des instruments internes décalés dans des équations en différence. Les modèles en panel dynamique intègrent la valeur retardée de la variable indépendante comme variable explicative dans le modèle. Du fait que le niveau de revenu actuel peut fortement dépendre du niveau de revenu antérieur, nous adoptons cette dernière méthode qui permet de résoudre les problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises qui affaiblissent les résultats des études antérieures (Igue, 2013). C'est également une façon conceptuelle d'accorder une plus grande importance au bien-être (revenu) permanent qu'au bien-être courant puisqu'elle intègre une dimension dynamique considérant l'appréhension du bien-être dans une perspective de cycle de vie plutôt que dans une succession de périodes comme le recommande Serven (2007).

### **3.3. Résultats**

Le tableau 1 présente les résultats de l'impact de l'inclusion financière sur le revenu des pauvres en fonction de la variable dépendante. Les trois premières colonnes du tableau 1 présentent l'impact de l'inclusion financière sur le revenu moyen avant impôt des 40 % les plus pauvres en fonction du niveau global du revenu. Les trois dernières colonnes de ce tableau présentent l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté absolue capté par la proportion de la population vivant avec moins de 1,95 dollar par jour. On observe que l'impact de l'inclusion financière est légèrement dépendant de la variable dépendante considérée et varie en fonction du niveau de revenu moyen national. On constate que dans tous les modèles, les coefficients associés aux retards de la variable dépendante sont significatifs. Ce qui signifie que le revenu ou le niveau de la pauvreté des années antérieures a une forte influence sur le revenu actuel.

Tableau 1 : effet de l'inclusion financière sur les indicateurs de pauvreté.

VARIABLES	Effet de l'inclusion financière sur le revenu des pays en Afrique subsaharienne capté par le revenu moyen avant impôt des 40 % les plus pauvres.			Effet de l'inclusion financière sur le revenu des pauvres en Afrique subsaharienne capté par la proportion de la population vivant avec moins 1,95 dollar par jour.		
	(1) Modèle d'ensemble	(2) Pays à revenu faible	(3) Pays à revenu intermédiaire	(4) Modèle d'ensemble	(5) Pays à revenu faible	(6) Pays à revenu intermédiaire
L.Rev_impot	0.789*** (0.0216)	0.854*** (0.0297)	0.869*** (0.0250)			
L.Log_Poor				1.444*** (0.0911)	1.544*** (0.109)	1.373*** (0.0987)
L2.Log_Poor				-0.577*** (0.0786)	-0.692*** (0.103)	-0.475*** (0.0898)
FII	-0.475*** (0.181)	-0.493** (0.203)	-3.075*** (1.003)	-0.384 (0.432)	0.407* (0.225)	-2.237 (1.427)
FII_carrÃ©	0.399** (0.197)	0.500** (0.214)	3.775*** (1.298)	0.589 (0.575)	-0.420* (0.237)	-1.857* (1.106)
Log_GINI	-0.202*** (0.0166)	-0.571*** (0.0615)	-0.0516*** (0.0192)	-0.0195 (0.0466)	0.00637 (0.0458)	0.0182 (0.102)
Democ	0.00112* (0.000666)	0.000668 (0.000792)	0.00297** (0.00119)	0.000980 (0.000729)	0.000357 (0.000871)	-0.00226* (0.00129)
logOuver_ccle	0.0281** (0.0124)	0.0430*** (0.0163)	-0.0317 (0.0234)	-0.0206 (0.0140)	-0.0144 (0.0196)	-0.0183 (0.0248)
logPib_bht	-0.0640* (0.0355)	0.0372 (0.0411)	-0.0564 (0.0631)	-0.0749* (0.0405)	-0.0924* (0.0489)	0.0222 (0.0701)
logDep_Gov	0.0299*** (0.00850)	0.0262*** (0.01000)	0.0922*** (0.0243)	0.00294 (0.0105)	0.00635 (0.0123)	-0.0606** (0.0271)
Tx_sco	-0.0111 (0.0247)	-0.0325 (0.0293)	0.0839** (0.0413)	-0.0168 (0.0276)	-0.0305 (0.0323)	0.0170 (0.0463)
Infla	1.29e-05 (5.80e-05)	-1.72e-06 (6.72e-05)	7.53e-05 (0.000115)	7.49e-05 (7.56e-05)	-1.63e-05 (9.67e-05)	0.000228* (0.000118)
TxPop	0.00630 (0.00488)	-0.0200*** (0.00617)	0.0524*** (0.00732)	0.00797 (0.00537)	0.0146* (0.00761)	-0.0244*** (0.00860)
IDE	0.000910*** (0.000273)	0.000912*** (0.000289)	0.000972* (0.000576)	-0.000589* (0.000303)	-0.000363 (0.000325)	-0.00113* (0.000618)
Constant	0.696*** (0.138)	0.333** (0.151)	0.636** (0.306)	0.249 (0.237)	0.360** (0.161)	0.217 (0.304)
Observations	234	143	91	216	132	84
Number of Code	18	11	7	18	11	7
Sargan test	0.0000	0.128	0.3924	0.0000	0.2141	0.3478
AR (1)	0.0477	0.0258	0.0410	0.0271	0.0934	0.0305
AR (2)	0.5344	0.4315	0.9750	0.2617	0.3457	0.0845

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Source : calculs des auteurs

En ce qui concerne l'impact de l'inclusion financière sur le revenu des pauvres capté par le revenu des 40 % les plus pauvres, on peut remarquer que les coefficients de l'inclusion financière et de son carré sont significatifs dans l'ensemble des modèles. Les coefficients de

l'inclusion financière sont négatifs alors ceux de son carré sont positifs. Ces résultats suggèrent un effet seuil de l'inclusion financière. C'est-à-dire qu'il existe un seuil de l'inclusion financière en dessous duquel elle a un effet néfaste sur le revenu des pauvres et au-dessus duquel elle améliore le revenu des populations pauvres. Ces résultats sont conformes à ceux trouvés par Zanonogo (2017) entre le développement financier et la pauvreté en ASS et sont cohérents avec les travaux de Clarke et al. (2006) et Sing et Huang (2015). Les coefficients de l'inclusion financière sont plus élevés (3,775) dans les pays à revenu intermédiaire alors qu'ils sont faibles (0,50 seulement) dans les pays à faible revenu. Ceci laisse à penser que le niveau ou la situation globale de l'économie influence sur la capacité de l'inclusion financière à impacter sur le revenu des populations pauvres. Cela conforte les conclusions des travaux de Keho (2017) trouvant que l'impact du développement financier sur la pauvreté est fonction de la structure des économies en ASS. Les coefficients de l'indice de Gini de l'inégalité de revenu, des dépenses gouvernementales et des IDE sont significatifs dans la totalité des modèles et conduisent à une amélioration de revenu des pauvres. Le taux de croissance de la population a un effet négatif sur le revenu des pauvres dans les pays à revenu faible alors qu'il a un effet positif sur le revenu des pauvres dans les pays à revenu intermédiaire. L'ouverture commerciale améliore le revenu des pauvres dans les pays à revenu faible alors qu'elle n'a aucun effet sur le revenu des pauvres dans les pays à revenu intermédiaire. De même, la démocratisation des institutions améliore le revenu des pauvres dans les pays à revenu intermédiaire alors qu'elle n'a pas d'effet significatif sur le revenu des pauvres dans les pays à revenu faible. Nous ne trouvons aucun effet de l'inflation sur le revenu des populations pauvres.

Pour ce qui est de l'impact de l'inclusion financière sur la proportion des individus vivant avec moins de 1,95 dollar par jour. Nous trouvons qu'elle n'a pas d'effet significatif sur la proportion des individus vivants avec moins de 1,95 dollar par jour dans le modèle d'ensemble. Ce résultat est à prendre avec un peu de précautions, car le test standard de Hansen et Sargan sur la sur identification du modèle n'est pas satisfaisant. Dans les autres modèles où tous les tests<sup>1</sup> de validation des instruments ont été satisfaisants, on remarque que l'inclusion financière a le même effet sur la proportion des individus vivants avec moins de 1,95 dollar par jour que sur le revenu moyen avant impôt des 40 % les plus pauvres dans les pays à revenu faible. Dans les pays à revenu intermédiaire, le coefficient de l'inclusion financière est négatif, mais non significatif alors que celui de son carré est négatif et significatif. Alors, nous pouvons penser que, dans les pays à revenu intermédiaire, il existe un certain seuil qu'en deçà de ça l'inclusion financière n'a pas d'effet sur la pauvreté, mais qu'au-delà l'inclusion financière réduit la pauvreté. Pour ce qui est des variables de contrôles, les inégalités de revenu et l'ouverture commerciale n'ont aucun effet sur la proportion des individus vivants avec moins de 1,95 dollar par jour. La démocratisation des institutions, les dépenses gouvernementales, le taux de croissance de la population et les IDE réduisent la proportion des individus vivant avec moins de 1,95 dollar par jour dans les pays à revenu intermédiaire alors que l'inflation l'accroît. Dans les pays à revenu faible, le PIB par habitant a un effet réducteur sur la proportion des individus vivant avec moins de 1,95 dollar par jour alors que le taux de croissance de la population l'accroît.

---

<sup>1</sup> Test standard de Hansen et Sargan sur la sur identification du modèle, test d'auto corrélation des résidus d'Arellano et Bond.

En définitive, au regard des résultats issus de l'utilisation des deux variables du bien-être des pauvres, il ressort que l'effet redistribution a un impact positif sur le revenu moyen des 40 % les plus pauvres alors qu'il n'a aucun effet sur la proportion de la population vivant avec moins de 1,95 dollar par jour. Il en ressort également que l'inclusion financière peut contribuer par l'effet conduit du capital de Mckinnon et l'effet intermédiation de Shaw à réduire non seulement la proportion de la population vivant avec moins de 1,95 dollar par jour, mais aussi à améliorer le revenu moyen des 40 % les plus pauvres, mais avec une efficacité variante selon le niveau de développement des économies. L'inclusion financière peut avoir un effet positif sur le bien-être des pauvres sans nécessairement sortir ces derniers définitivement de la pauvreté. En effet, la saisine des opportunités économiques exige un certain nombre de prérequis aussi bien individuels que globaux. Ceci jette un léger doute sur l'effet seuil de Kpodar (2004), mais renforce en quelque sorte l'effet de Jalilian et Kirkpatrick (2001) qui est supposé exister aussi bien du côté du système financier que du côté de la pauvreté. Côté système financier, Kpodar (2004) a estimé que le système financier doit atteindre un certain seuil de développement pour être efficace et assurer de façon rentable ses services aux pauvres. De leur côté, Jalilian et Kirkpatrick (2001) pensent que pour le développement financier ait un impact direct sur la pauvreté, les populations doivent atteindre un certain niveau de revenu avant. Ce dire, l'effet seuil ne serait directement lié au développement financier particulièrement, mais au niveau du développement dans sa globalité.

#### **4. Conclusion**

Dans cet article, nous avons essayé d'analyser l'impact de l'inclusion financière sur le revenu des populations pauvres en ASS. Cela s'est fait au regard de la littérature aussi bien théorique qu'empirique existante sur le développement du système financier et la pauvreté. Notre échantillon couvrant la période 2001-2015 est constitué de 18 pays d'ASS donc 11 de la tranche des pays à revenu faible et 7 de la tranche des pays à revenu intermédiaire.

Les résultats de nos régressions faites par la technique économétrique de la méthode des moments généralisés (GMM) sur panel dynamique montrent que l'inclusion financière a un effet bénéfique sur le revenu des pauvres et sur la proportion des individus vivants avec moins de 1,95 dollar par jour. Il s'agit de l'effet conduit de Mac Kinnon et l'effet d'intermédiation de Shaw. En effet, si les pauvres bénéficient d'une accession facile à l'utilisation des produits et service financier, cela pourrait les aider à desserrer leur contrainte de liquidité et leur faciliter le financement des investissements en capital physique et humain nécessaires à la saisine des opportunités économiques menant à l'accroissement de leur revenu. Toutefois, la capacité de l'inclusion financière à améliorer le revenu des pauvres est une variante dépendante du niveau de développement global des économies.

Dès lors, les politiques macroéconomiques ne devraient pas seulement s'arrêter sur la promotion de l'inclusion financière, mais également doivent créer des conditions d'ensemble favorables à l'innovation et l'essor économique. Elles doivent également rechercher et favoriser une symbiose ou une interaction entre le développement financier en général, et en particulier entre l'inclusion financière et les [autres] programmes de développements ou de lutte contre la pauvreté.

Cette étude a essentiellement porté sur l'impact de l'inclusion financière sur le revenu des populations pauvres. Le revenu est certes crucial pour le bien-être des démunies, mais ce n'est pas le seul facteur menant au bien-être des pauvres. Il existe d'autres facteurs conduisant au bien-être des pauvres dont leurs niveaux peuvent en même temps influencer le revenu de ces derniers ou interférer dans la relation inclusion financière-revenu des pauvres. Il s'agit notamment des domaines de l'éducation, de la santé, de la productivité en milieu rural ou dans les secteurs tels que l'agriculture qui peuvent nécessairement mériter l'attention des futurs travaux de recherche dans un cadre macroéconomique.

## Bibliographie

- Aghion, P., Howitt, P., & Mayer-Foulkes, D. (2005). The effect of financial development on convergence: Theory and evidence. *The quarterly journal of economics*, 120(1), 173-222.
- Ahlin, C., & Lin, J. (2006). Luck or skill? MFI performance in macroeconomic context (Vol. 132). BREAD working paper.
- Ahlin, C., Lin, J., & Maio, M. (2011). Where does microfinance flourish? Microfinance institution performance in macroeconomic context. *Journal of Development economics*, 95(2), 105-120.
- Armendáriz de Aghion, B., & Morduch, J. (2005). *The Economics of Microfinance* MIT Press. Cambridge, Massachusetts.
- Ashraf, N., Karlan, D., & Yin, W. (2010). Female empowerment: Impact of a commitment savings product in the Philippines. *World development*, 38(3), 333-344.
- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2007). The economic lives of the poor. *Journal of economic perspectives*, 21(1), 141-168.
- Banerjee, A. V., & Newman, A. F. (1993). Occupational choice and the process of development. *Journal of political economy*, 101(2), 274-298.
- Banerjee, A., Duflo, E., Glennerster, R., & Kinnan, C. (2015). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22-53.
- Bangoura, L., Mbow, M. K., Lessoua, A., & Diaw, D. (2016). Impact of Microfinance on Poverty and Inequality A Heterogeneous Panel Causality Analysis. *Revue d'économie politique*, 126(5), 789-818
- Beaman, L., Karlan, D., & Thuysbaert, B. (2014). Saving for a (not so) rainy day: A randomized evaluation of savings groups in mali (No. w20600). National Bureau of Economic Research.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2004). Finance, inequality, and poverty: Cross-country evidence. The World Bank.
- Boukhatem, J., & Mokrani, B. (2012). Effets directs du développement financier sur la pauvreté: validation empirique sur un panel de pays à bas et moyen revenu. *Mondes en développement* (4), 133-148.
- Brune, L., Giné, X., Goldberg, J., & Yang, D. (2016). Facilitating savings for agriculture: Field experimental evidence from Malawi. *Economic Development and Cultural Change*, 64(2), 187-220.
- Chowdhury, A. (2009). Microfinance as a poverty reduction tool: a critical assessment. DESA Working Paper No. 89
- Chowdhury, M. J. A., Ghosh, D., & Wright, R. E. (2005). The impact of micro-credit on poverty: evidence from Bangladesh. *Progress in Development studies*, 5(4), 298-309.
- Clarke, G. R., Xu, L. C., & Zou, H. F. (2006). Finance and income inequality: what do the data tell us?. *Southern economic journal*, 72(3), 578-596.

- Cole, S., Stein, D., & Tobacman, J. (2014). Dynamics of demand for index insurance: Evidence from a long-run field experiment. *American Economic Review*, 104(5), 284-90.
- Copestake, J., & Williams, R. (2011). What is the impact of microfinance, and what does this imply for microfinance policy and for future impact studies?. Oxford Policy Management. Research Report.
- Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2008). Finance et opportunité économique. *Revue d'économie du développement*, 16(4), 5-29.
- Dhrihi, A., & Maktouf, D. (2013). Financial Liberalization and poverty: The threshold effect of financial development. *International Journal of Business and Management Invention*, 2(11), 1-10.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Growth Is Good for the Poor." *Journal of Economic Growth*, Vol. 7 (September), pp. 195—225., 2003. Institutions. Trade, and Growth," *Journal of Monetary Economics*, 50, 133-62.
- Donou-Adonsou, F., & Sylwester, K. (2016). Financial development and poverty reduction in developing countries: New evidence from banks and microfinance institutions. *Review of Development Finance*, 6(1), 82-90.
- Dupas, P., Karlan, D., Robinson, J., & Ubfal, D. (2016). Banking the Unbanked: Evidence from Three Countries-Working Paper 440 (No. 440).
- Easterly, W., & Fischer, S. (1999). Inflation and the Poor. The World Bank.
- Félix, E. G. S., & Belo, T. F. (2019). The impact of microcredit on poverty reduction in eleven developing countries in south-east Asia. *Journal of Multinational Financial Management*, 52, 100590.
- Fowowe, B., & Abidoye, B. (2013). The effect of financial development on poverty and inequality in African countries. *The Manchester School*, 81(4), 562-585
- Goldsmith, R. W. (1968). *Financial institutions*. Random House.
- Goldsmith, R. W. (1969). *Financial structure and development* (No. HG174 G57).
- Gubert, F., & Roubaud, F. (2003). Le financement des très petites entreprises urbaines: étude d'impact d'un projet de micro-finance à Antananarivo (Madagascar). *Techniques financières et développement* (73), 8-19.
- Gubert, F., & Roubaud, F. (2005). Analyser l'impact d'un projet de microfinance: l'exemple d'ADÉFI à Madagascar. Agence française de développement.
- Guérin, I., Fouillet, C., Hillenkamp, I., Martinez, O., Morvant-Roux, S., & Roesch, M. (2007). Microfinance: effets mitigés sur la lutte contre la pauvreté. *Annuaire suisse de politique de développement*, (26-2), 103-119.
- Gurley, J. G., & Shaw, E. S. (1955). Financial aspects of economic development. *The American Economic Review*, 45(4), 515-538.
- Gurley, J. G., & Shaw, E. S. (1967). Financial structure and economic development. *Economic development and cultural change*, 15(3), 257-268.
- Honohan, P. (2004). Financial development, growth and poverty: how close are the links?. In *Financial development and economic growth* (pp. 1-37). Palgrave Macmillan, London
- Imai, K. S., Gaiha, R., Thapa, G., & Annim, S. K. (2010). Analysis of poverty reducing effects of microfinance from a macro perspective: evidence from cross-country data (No. DP2010-25).
- Jalilian, H., & Kirkpatrick, C. (2002). Financial development and poverty reduction in developing countries. *International journal of finance & economics*, 7(2), 97-108.
- Kaminsky, G. L., & Reinhart, C. M. (1999). The twin crises: the causes of banking and balance-of-payments problems. *American economic review*, 89(3), 473-500.
- Karlan, D., & Zinman, J. (2010). Expanding credit access: Using randomized supply decisions to estimate the impacts. *The Review of Financial Studies*, 23(1), 433-464.
- Karlan, D., Kendall, J., Mann, R., Pande, R., Suri, T., & Zinman, J. (2016). Research and impacts of digital financial services (No. w22633). National Bureau of Economic Research.

- Karlan, D., Kendall, J., Mann, R., Pande, R., Suri, T., & Zinman, J. (2016). Research and impacts of digital financial services (No. w22633). National Bureau of Economic Research.
- Keho, Y. (2017). Financial development and poverty reduction: evidence from selected African Countries. *International Journal of Financial Research*, 8(4), 90-98.
- Kiendrebeogo, Y. (2010). Développement financier et pauvreté dans l'UEMOA. Groupe d'économie Lare-Efi du développement, Université Montesquieu-Bordeau IV; document de travail.
- King, R. G., & Levine, R. (1993a). Finance, entrepreneurship and growth. *Journal of Monetary economics*, 32(3), 513-542.
- King, R. G., & Levine, R. (1993b). Finance and growth: Schumpeter might be right. *The quarterly journal of economics*, 108(3), 717-737.
- Kpodar, K. R. (2004). Le développement financier et la problématique de la réduction de la pauvreté. *Documento de Trabajo*, (200408).
- Levine, R. (1997). Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda. *Journal of Economic Literature*, 35. 688-726
- Mac Kinnon, R. (1973). *Money and Capital in Economic Development*, The Brookings Institution, Washington, D.C.
- Miled, K. B. H., & Rejeb, J. E. B. (2015). Microfinance and poverty reduction: A review and synthesis of empirical evidence. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 195(31), 705-712.
- Miled, K., & Rejeb, J. (2014). Microfinance et réduction de la pauvreté : une approche macroéconomique. *International Journal of Business & Economic Strategy*, 5, 1-8.
- Prina, S. (2015). Banking the poor via savings accounts: Evidence from a field experiment. *Journal of development economics*, 115, 16-31.
- Samer, S., Majid, I., Rizal, S., Muhamad, M. R., & Rashid, N. (2015). The impact of microfinance on poverty reduction: Empirical evidence from Malaysian perspective. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 195, 721-728.
- Schumpeter, J. (1911). *The theory of economic development*. Harvard Economic Studies. Vol. XLVI.
- Servet, J. M. (2009). Développement-Quelques limites du microcrédit comme levier du développement. *Problèmes Economiques*, (2964), 39.
- Servet, J. M. G. (2004). Lutte contre les inégalités versus lutte contre la pauvreté. Un nouveau défi pour la microfinance. *Journal des anthropologues*. Association française des anthropologues, (98-99), 263-272.
- Shahbaz, M., & Islam, F. (2011). Financial development and income inequality in Pakistan: an application of ARDL approach. *Munich Personal RePEc Archive(MPRA)*
- Shaw, E. S. (1973). Financial deepening in economic development.
- Singh, R. J., & Huang, Y. (2015). Financial deepening, property rights, and poverty: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of Banking and Financial Economics*, (1 (3)), 130-151
- Sohn, W., & Ume, L. (2019). The Impact of Microfinance on Poverty Alleviation: The Case of Pakistan. *Journal of Asian Development*, 5(3), 16-36.
- Suri, T., Jack, W., & Stoker, T. M. (2012). Documenting the birth of a financial economy. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(26), 10257-10262.
- Tchouassi, G., & Tekam Oumbe, H. (2003). Microfinance et réduction de la pauvreté, le cas du crédit du Sahel au Cameroun. *Revue internationale de l'économie sociale : Recma*, (288), 80-88.
- Van Rooyen, C., Stewart, R., & De Wet, T. (2012). The impact of microfinance in sub-Saharan Africa: a systematic review of the evidence. *World development*, 40(11), 2249-2262.
- Zahonogo, P. (2017). Financial development and poverty in developing countries: evidence from Sub-Saharan Africa. *International Journal of Economics and Finance*, 9(1), 211-220.

### Annexe : Récapitulatif des signes attendus des modèles

Variable	Description	Source	Signe attendu	
			Le revenu des 40% plus pauvres	Le taux de pauvreté
<i>FII</i>	L'indice composite de l'inclusion financière. Calculer à partir de 4 variables : le nombre de comptes bancaires pour 1000 habitants ; les dépôts dans le système financier en proportion du PIB ; le nombre d'agences pour 10000 habitants et le crédit au secteur privé en pourcentage du PIB	<i>Calculs auteur, Global Financial Development Database June 2017</i>	Positif	Négatif
<i>LopPIB /hbt</i>	C'est le logarithme du PIB par habitant pour capter l'impact de la croissance économique (en prix constant 2010 US\$)	WDI, 2019	Positif	Négatif
Democ	La qualité des institutions est captée par la variable Démocratie institutionnalisée.	<i>Polity IV datas et version 2018</i>	Positif	Négatif
Tx_Scol	Taux d'inscription à l'école primaire et secondaire (brut), indice de parité entre les sexes (IPS)	WDI, 2019	Positif	Négatif
Inflat	La variable inflation en déflateur du PIB (% annuel)		Négatif	Positif
Tx_Pop	Taux de croissance annuel de la population (%)		Négatif	Positif
Ouver_ccl e	La variable ouverture commerciale c'est la somme des importations et exportations des biens et services en rapport au PIB		Positif	Négatif
Dep_Gov_ PIB	La variable dépense gouvernementale en ratio au PIB. Capter les dépenses de consommation finale des administrations publiques (constant 2010 US\$)		Positif	Négatif

Source : L'auteur.